



Berne, le 29 septembre 2017

Destinataires

Gouvernements cantonaux

Approbation et mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise de la directive (UE) 2017/853 modifiant la directive de l'UE sur les armes

(Développement de l'acquis de Schengen)

Ouverture de la procédure de consultation

Madame la Présidente,
Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Le 29 septembre 2017, le Conseil fédéral a chargé le DFJP de consulter les cantons, les partis politiques, les associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national, les associations faîtières de l'économie qui œuvrent au niveau national et les autres milieux intéressés sur l'avant-projet d'arrêté fédéral portant approbation et mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise de la directive (UE) 2017/853 modifiant la directive de l'UE sur les armes (développement de l'acquis de Schengen).

Le délai imparti pour la consultation court jusqu'au **5 janvier 2018**.

Le 17 mai 2017, le Parlement européen et le Conseil de l'UE ont adopté la directive (UE) 2017/853 modifiant la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes (ci-après: directive modifiée sur les armes) et l'ont notifiée à la Suisse le 31 mai 2017 en tant que développement de l'acquis de Schengen.

Le présent projet mis en consultation entend mettre en œuvre dans le droit suisse les dispositions de la directive modifiée de l'UE sur les armes.

La modification de la loi sur les armes a en particulier été rendue nécessaire par la reclassification des armes à feu appartenant jusqu'à présent à la catégorie B (armes soumises à autorisation) et qui seront désormais rangées dans la catégorie A (armes interdites). L'acquisition de telles armes à feu "interdites" ne sera strictement plus autorisée que dans les cas mentionnés. Les tireurs sportifs, les collectionneurs et les musées devront remplir des conditions supplémentaires.

Par ailleurs, l'obligation de marquage et d'enregistrement dans les registres cantonaux des armes sera étendue aux éléments essentiels; l'échange d'informations avec d'autres États Schengen sera amélioré et aura désormais lieu électroniquement.



Nous vous invitons à nous donner votre avis sur le rapport explicatif et le projet d'arrêté fédéral, et plus particulièrement sur la question suivante:

La mise en œuvre de la directive modifiée sur les armes implique de nouvelles tâches pour les cantons. À combien estimez-vous le besoin en ressources supplémentaires (cf. ch. 5.2 du rapport explicatif)?

Le projet et le dossier mis en consultation sont disponibles à l'adresse Internet <https://www.admin.ch/ch/f/gg/pc/pendent.html>.

Conformément à la loi sur l'égalité pour les handicapés (RS 151.3), nous nous efforçons de publier des documents accessibles à tous. Aussi nous saurions-vous gré de nous faire parvenir dans la mesure du possible votre avis sous forme électronique (**prière de joindre une version Word en plus d'une version PDF**) à l'adresse suivante, dans la limite du délai imparti:

Indication de l'adresse électronique pour l'envoi des avis:
stab-rd@fedpol.admin.ch

Mme Simone Rusterholz (simone.rusterholz@fedpol.admin.ch, tél. 058 465 13 12) se tient à votre disposition pour toute question ou information complémentaire.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

Simonetta Sommaruga
Conseillère fédérale